

## Claudia Kemfert : « Le gouvernement Merkel travaille contre le tournant énergétique »

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 18 AVRIL 2013

*À Berlin, Thomas Schnee.*

Les eurodéputés ont mis un coup d'arrêt, mardi 17 avril, à la politique climatique ambitieuse de l'Union européenne. Ils ont refusé à une courte majorité (334 voix contre 315) la proposition de la commission de réduire significativement le nombre de permis d'émissions de CO2 attribués aux entreprises. Introduite en 2005, l'idée de ces permis est de soumettre les excès d'émission de CO2 à paiement afin de conduire les entreprises à les réduire. En diminuant leur nombre, l'objectif était donc de faire remonter leur prix, tombé à 5 euros la tonne de CO2, et donc leur pouvoir dissuasif. Mais les députés européens conservateurs et libéraux, principalement, ont voté contre.

Dans cette affaire, le lobbying de l'industrie allemande a été intense. La dispute toujours non arbitrée par Angela Merkel entre les ministres allemands de l'environnement (pro-réduction des permis) et de l'économie (contre) a par ailleurs envoyé un message clair aux députés européens « anti-réduction ». Ce signal étonnant, car venu d'un pays qui prétend au titre de « champion du renouvelable », est significatif de l'attentisme actuel d'un gouvernement fédéral qui n'assume pas sa conversion à la sortie du nucléaire et résiste mal aux pressions des lobbys industriels et libéraux. Ceux-ci luttent activement pour un « tournant énergétique light », voire pas de tournant du tout.

Pionnière de « l'économie de l'environnement » en Allemagne, la chercheuse Claudia Kemfert (voir notre Boîte noire) critique fortement l'immobilisme de la chancelière allemande et dresse un état des lieux de la formidable mutation qui s'est amorcée outre-Rhin dès 2001.

**Ces derniers temps, le ton de vos interventions a monté d'un cran. Vous accusez notamment les opposants aux énergies renouvelables de mentir aux gens sur les prix de l'énergie et de créer la panique en faisant croire que le passage au renouvelable va les ruiner...**

Je suis effectivement très énervée par le spectacle désolant auquel on assiste actuellement. On peut considérer que l'année 2012 est une année perdue pour la sortie du nucléaire. Les partisans des énergies classiques et du nucléaire se sont lancés dans une attaque diffuse mais massive. Ils répandent quantité d'informations mensongères, principalement sur la montée des prix de l'électricité qu'ils attribuent exclusivement à la montée de la redevance sur les énergies renouvelables. Celle-ci est le principal instrument pour développer ce secteur. Elle permet à l'État de financer en partie la production du courant vert et de soutenir le développement des installations solaires, éoliennes ou autres.

Certains adversaires, comme l'Initiative pour une nouvelle économie sociale de marché, un lobby financé par la plus importante fédération patronale allemande, celle de la métallurgie, mènent actuellement une campagne intitulée « Sauvez le tournant énergétique », où il est demandé en fait la suppression de toute aide aux énergies renouvelables, sous prétexte que seul un marché libre et concurrentiel est viable !

**Selon vous, la redevance verte n'est pas responsable de cette hausse ?**

Plus les énergies renouvelables se développent vite, plus les sommes nécessaires pour les soutenir sont grandes, et il y a bien sûr une augmentation de la redevance. Mais cela reste raisonnable. Dans le détail, la redevance pour le courant vert entre pour environ 18 % dans le prix de l'électricité, alors que le prix de production et/ou d'achat du courant par les grands producteurs y participe pour 30 % et le coût du transport 21 %. Les 31 % restants sont des impôts, dont la TVA. Il y a donc des variables nettement plus importantes que la redevance verte pour moduler les prix de l'électricité.

Par ailleurs, on observe que dans le même temps le prix d'achat du courant en bourse est en baisse. Et pourtant le prix monte et la part des producteurs ne bouge pas. Cela veut dire qu'en réalité, les producteurs augmentent leurs marges, tout en accusant la redevance écologique de faire monter les prix.

### **La charge financière est-elle importante pour les particuliers ?**

L'immense majorité des gens ne savent pas combien ils payent chaque année d'électricité pour la bonne et simple raison que c'est une part assez petite du budget des ménages. Nous avons justement publié une étude sur la question à l'automne dernier. On a vu que l'électricité ne représente que 2,5 % du budget d'un ménage allemand moyen. Rapporté au budget d'une personne qui bénéficie de l'aide sociale, cela monte à 4 %. En comparaison, les sommes consacrées au chauffage et au transport, donc majoritairement à l'achat d'énergies non renouvelables, atteignent jusqu'à 40 % du budget ! Dire que l'augmentation de la fiscalité verte asphyxie les ménages est un mensonge destiné à créer la panique.

### **Quelle est la position du gouvernement allemand dans ce débat ?**

Le gouvernement ne fait rien pour le clarifier ni pour infirmer la thèse que la redevance sur les énergies renouvelables est la principale responsable de la montée des prix. Il pourrait très bien baisser la TVA ou agir sur les marges des industriels. Mais non. Au contraire, les ministres de l'environnement, le conservateur Peter Altmeier, et celui de l'économie, le président du parti libéral Philipp Rössler, ont organisé une sorte de show électoral sur le soi-disant besoin de créer un mécanisme pour freiner la progression des prix de l'électricité, un mécanisme qui ne verra jamais le jour.

Il est clair que même si une importante partie des industriels allemands ne sont plus opposés à la sortie du nucléaire, le lobby des grands producteurs d'énergie et des grands consommateurs d'énergies fossiles a une influence toujours très forte sur le gouvernement actuel.

### **Vous estimez aussi que l'action gouvernementale est chaotique. Pourquoi ?**

Après Fukushima et l'annonce de la conversion d'Angela Merkel à la sortie du nucléaire, la « Commission d'éthique pour un approvisionnement énergétique sûr » a préconisé la création d'un poste de chargé interministériel pour les questions liées au tournant énergétique. Personnellement, j'estime qu'il faudrait même créer un ministère de l'énergie capable de chapeauter toutes les opérations liées à cette gigantesque mutation. Mais Mme Merkel n'a rien fait.

Aujourd'hui, c'est le ministre de l'environnement qui est mis en avant. Il n'est pourtant que responsable des énergies renouvelables et du nucléaire. Cinq autres ministres se partagent le dossier : le ministre de l'économie est responsable des énergies classiques et de l'efficacité énergétique, le ministre du transport de la « e-mobilité », la ministre de l'agriculture et de la protection du consommateur des biocarburants et des prix de l'énergie, sans compter le ministre des finances qui pilote la fiscalité verte et la ministre de la recherche.

Cela fait en tout six ministres responsables auxquels s'ajoutent les 16 ministres-présidents des Länders et des lobbys de tous bords. Sans coordination, c'est le chaos. Je pense que Mme Merkel est personnellement favorable au tournant énergétique. Mais dans les faits, il semblerait que tout ceci lui paraisse trop compliqué et qu'elle attende qu'une position majoritaire se dégage. Cette attitude attentiste, qui revient à ne rien gérer du tout, génère un climat d'incertitude qui pèse énormément sur les investissements.

### **Quel bilan intermédiaire dressez-vous du tournant énergétique ?**

Il ne faut pas oublier que ce n'est pas Merkel qui a lancé le double objectif d'abandon du nucléaire d'ici à 2022 et de tournant énergétique, c'est-à-dire un approvisionnement énergétique basé sur les énergies renouvelables à 80 %, d'ici à 2050. Le projet a été lancé par le gouvernement rouge-vert de Schröder en 2000. Cela fait donc déjà un moment que nous

y travaillons et, dans certains domaines, il y a une progression remarquable. Mais nous ne sommes qu'au début d'un long marathon.

Schématiquement, les aspects positifs sont une production électrique qui est assurée à 25 % par les énergies renouvelables, la création d'un vrai secteur industriel vert qui emploie environ 400 000 personnes, 23,6 térawattheures de courant exporté en 2012, grâce aux surplus produits par l'éolien et le solaire, et enfin un prix de l'électricité en bourse qui est particulièrement bas.

Pour les aspects négatifs, on peut citer l'absence totale d'actions marquantes dans le domaine des économies d'énergies et de l'efficacité énergétique tant dans l'industrie, le bâtiment que le transport. Et c'est pourtant un domaine déterminant. Il ne se passe pas grand-chose non plus sur le front de l'électro-mobilité. L'objectif d'avoir un million de voitures électriques sur les routes en 2020 n'est déjà pas très ambitieux et l'on se demande comment on va pouvoir y arriver.

### **Les grandes difficultés rencontrées par les entreprises allemandes du secteur solaire par rapport à la concurrence internationale ou le retard pris par le démarrage des parcs éoliens offshore ne vous inquiètent pas ?**

Le fait que certains producteurs de piles photovoltaïques allemands connaissent de graves difficultés est effectivement problématique. Mais ce n'est pas exclusivement allemand. C'est un problème de concurrence sur les marchés mondiaux. Les entreprises chinoises connaissent aussi des difficultés sur un marché où l'offre est devenue plus importante que la demande et où les prix se sont effondrés. Mais pour ceux qui construisent des parcs solaires, la baisse des prix n'est en revanche pas un problème. Pour l'éolien offshore, le secteur est confronté à des problèmes techniques mais aussi à des décisions contradictoires au niveau des exécutifs régionaux et fédéral. Le climat est incertain, ce qui conduit les banques et les investisseurs à vouloir attendre. C'est regrettable mais pas encore dramatique.

### **Qu'en est-il de l'attitude et de la participation des citoyens allemands face à cette grande mutation énergétique ?**

Le modèle énergétique renouvelable est caractérisé par la décentralisation et la multiplication des petits producteurs privés. C'est un modèle qui démocratise donc la gestion de l'énergie. Avec une double conséquence tant au niveau des modes de production et de financement que de la mise en œuvre des projets. En ce qui concerne le premier point, nous commençons à voir apparaître une multiplicité d'initiatives venant de la population.

Le cas de figure classique est le particulier qui monte des panneaux solaires sur le toit de sa maison. Mais il y a aussi de plus en plus de simples citoyens qui se regroupent en coopératives et investissent dans l'achat d'éoliennes, de parcs solaires, voire de réseaux électriques locaux, comme c'est le cas près de Hambourg.

Depuis peu, les particuliers peuvent aussi acheter des parts dans des fonds de financement de réseaux électriques. L'État et les transporteurs garantissent un taux de rendement de 5 %, ce qui est très convenable. Bien sûr, les politiques n'ont pas l'habitude. C'est une tout autre manière de procéder et le changement va être long et difficile : il est tellement plus facile et plus rapide de traiter avec une seule grosse entreprise, même si c'est parfois moins transparent. Ce qui conduit à se poser la question de la gestion des projets.

Les gens sont pour le renouvelable et sont prêts à payer pour, mais s'il vous plaît, pas dans leur jardin ! Or le développement des énergies renouvelables implique l'installation de nombreuses nouvelles petites structures dans tout le pays. Il va falloir s'habituer à des procédures de consultation et de préparation plus longues qu'avant.

### **L'Allemagne sera-t-elle au rendez-vous du renouvelable à l'heure où elle l'a prévu ?**

Je ne m'inquiète pas pour l'abandon du nucléaire en 2022. Nous n'avons plus que neuf centrales en activité et nous produisons quand même un net surplus de courant. Le vrai défi se déroulera au-delà, pour atteindre les objectifs du tournant énergétique en 2050.

Mais je rencontre beaucoup de gens sur le terrain et

je sens que les Allemands veulent ce changement. Et c'est la raison pour laquelle je suis persuadée que nous allons y arriver.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.